

Manifeste des Weathermen

Publié dans les New Left Notes, 18 juin 1969

On n'a pas besoin d'un météorologue pour savoir d'où souffle le vent.

Bob DYLAN

I. — Révolution internationale

« La contradiction entre les Peuples révolutionnaires d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine et les impérialistes dirigés par les États-Unis est la contradiction principale du monde contemporain. Le développement de cette contradiction favorise la lutte des Peuples du monde entier contre l'impérialisme américain et ses laquais. »

Lin Piao

Vive la victoire de la guerre du peuple !

On nous demande : quelle est la nature de cette révolution dont vous parlez ? Par qui et pour qui sera-t-elle faite ? Quels sont ses buts et sa stratégie ?

La constatation décisive qu'il faut faire pour répondre à cette question est la suivante : la lutte principale qui se déroule dans le monde contemporain oppose l'impérialisme américain et les luttes de libération nationale qui sont menées contre lui. Là est l'essentiel des problèmes politiques du monde entier : parce que l'impérialisme américain est de loin le plus puissant, tout autre empire, tout petit dictateur dépend, à long terme, de lui, qui a unifié toutes les forces réactionnaires du monde, s'est allié avec elles et les protège. Aussi, lorsque nous examinons toutes les autres forces et tous les autres phénomènes, de l'impérialisme soviétique ou de l'impérialisme israélien jusqu'aux « luttes ouvrières » de France ou de Tchécoslovaquie, nous déterminons qui sont nos amis et qui nos ennemis selon qu'ils aident l'impérialisme américain ou combattent pour sa défaite.

La tâche primordiale de la lutte révolutionnaire est de résoudre la contradiction principale en faveur des peuples du monde. Ce sont les peuples opprimés du monde qui ont créé la richesse de cet empire ; c'est à eux qu'elle appartient. Le but de la lutte révolutionnaire doit être de contrôler et d'utiliser cette richesse dans l'intérêt des peuples opprimés du monde...

...L'abondance relative qui existe aux États-Unis dépend directement du travail et des richesses naturelles des Vietnamiens, des Angolais, des Boliviens et des autres peuples du tiers monde. Les United Airlines Astrojets tout entiers, les Holiday Inns tout entières, les automobiles Hertz tout entières, votre appareil de télévision, votre voiture et votre garde-robe appartiennent déjà, dans une large mesure, aux peuples du reste du monde.

Par conséquent, toute conception de la « révolution socialiste » qui se limite aux perspectives du peuple travailleur des États-Unis et qui refuse de prendre en considération la totalité des intérêts des peuples les plus opprimés du monde, se réduit à un combat pour l'intérêt particulier de privilégiés ; elle représente une idéologie très dangereuse...

Notre but est la destruction de l'impérialisme américain et la réalisation d'une société sans classes : le communisme mondial. La conquête du pouvoir d'État aux États-Unis sera le résultat de l'hyperextension des interventions américaines dans le monde entier et de leurs défaites secteur par secteur ; la lutte à l'intérieur des États-Unis sera un moment décisif de ce processus, mais lorsqu'elle triomphera aux États-Unis, la révolution aura été l'œuvre des peuples du monde entier. Définir le « socialisme » en termes purement nationaux dans un pays dont le rôle oppressif est si extrême et, historiquement, si décisif relève, de la part du « mouvement », d'un pur et simple chauvinisme impérialiste.

II. — Qu'est-ce que la colonie noire ?

Toutes les colonies de peuples opprimés par l'impérialisme ne se trouvent pas hors des frontières des États-Unis. A l'intérieur de l'Amérique du Nord, le peuple noir, amené ici il y a quatre cents ans comme esclave et dont le travail d'esclave a bâti ce pays, est une colonie au sein même de la nation opprimante. Cela signifie que ce peuple noir est opprimé en tant que peuple, par les institutions et les rapports sociaux du pays, en dehors même de sa position de classe, de son revenu, de son niveau de qualification, etc.

Les caractéristiques communes d'oppression, de passé historique et de culture qui donnent au peuple noir l'unité d'une colonie ont (bien qu'historiquement ce peuple soit issu d'un territoire commun différent de celui de l'impérialisme — l'Afrique et non le Sud) pour origine historique le statut d'esclave, commun à tous les Noirs, statut qui, depuis l'abolition formelle de l'esclavage, a pris la forme d'une oppression de caste, de l'oppression du peuple noir en tant que tel, en quelque endroit qu'il se trouve. Une nation noire nouvelle, différente des nations de l'Afrique dont elle est originaire, a été forgée par l'expérience historique commune de la traite, de l'esclavage et de l'oppression de caste. Affirmer que pour exister comme nation il est nécessaire d'avoir pour but un territoire national commun, différent de celui de l'impérialisme, c'est appliquer mécaniquement des critères valables, autrefois comme aujourd'hui, dans des conditions différentes.

Ce qu'il faut entendre par le terme de caste, c'est que tous les Noirs, à cause de leur origine historique commune d'esclaves, à cause de leur culture commune et de la couleur de leur peau, se voient systématiquement refuser l'accès à certains métiers (ou à certaines responsabilités dans ces métiers), à certaines positions sociales — et cela sans égard à la qualification, au talent, à la fortune ou à l'éducation. A l'intérieur de la classe ouvrière, ils sont la fraction la plus opprimée ; au sein de la petite bourgeoisie, ils sont encore plus strictement confinés au plus bas niveau. En dehors d'exceptions symboliques, le contenu spécifique de cette oppression de caste s'exprime par le maintien du peuple noir dans les conditions et les métiers les plus en butte à l'oppression et à l'exploitation. Par conséquent, puisque la classe située au plus bas dans l'échelle sociale est la classe ouvrière, la caste noire est presque entièrement une caste ouvrière ou bien se trouve dans une situation d'oppression qui la met sur le même pied que les plus basses couches de la classe ouvrière (c'est le cas des paysans et de la petite bourgeoisie noire). C'est une caste travailleuse coloniale, une colonie dont le caractère national se définit lui-même par la position de classe de ses membres. Aussi, les Noirs du Nord n'ont pas d'« intérêt double » — comme Noirs d'une part, comme « travailleurs de la nation américaine » d'autre part. Ils n'ont avec tous les autres Noirs des États-Unis qu'un seul intérêt de classe : celui de membres de la colonie prolétarienne noire.

III. — La lutte pour l'autodétermination

La lutte du peuple noir, en tant que colonie, vise à l'autodétermination, à la liberté et à la libération de l'impérialisme américain. Parce qu'ils ont été, en tant que peuple, opprimés et

maintenus dans une situation sociale inférieure, les Noirs ont le droit de décider, de s'organiser et d'agir sur leur destinée de peuple sans intervention des Blancs... Du fait que tous les Noirs font l'expérience de l'oppression sous une forme inconnue à tout Blanc, aucun Blanc n'est en position de comprendre pleinement et de vérifier par sa propre pratique la situation réelle du peuple noir et la réponse qui en découle nécessairement. C'est pourquoi il est nécessaire au peuple noir de s'organiser séparément et de déterminer séparément son action à chaque étape de la lutte.

Il est important de comprendre les implications de cette nécessité. Il n'est pas légitime que les Blancs interviennent, sur le plan organisationnel, dans les divergences entre nationalistes révolutionnaires noirs. Ce serait de l'arrogance de notre part que d'attaquer n'importe quelle organisation noire qui défend le peuple noir et s'oppose pratiquement à l'impérialisme. Par contre, il est nécessaire de développer dans notre propre organisation une juste compréhension de la lutte des Noirs pour leur libération, car une vision incorrecte entraînerait, dans l'avenir, une pratique raciste dans nos relations avec le mouvement noir.

IV. — La libération des Noirs implique la révolution

Le fait que la libération noire dépend d'une victoire révolutionnaire totale ne signifie pas qu'elle est contrainte d'attendre pour y arriver qu'un mouvement de masse blanc se constitue et se joigne à elle. L'oppression-génocide du peuple noir doit prendre fin et il ne reste pas trop de temps pour y parvenir. Au besoin, le peuple noir pourrait arracher l'autodétermination en abolissant le système impérialiste et en s'emparant pour le faire du pouvoir d'État, sans avoir à attendre un tel mouvement blanc — encore que le coût en serait élevé chez les Noirs comme chez les Blancs.

Écarter la possibilité d'une victoire des Noirs seuls mène à la position raciste selon laquelle les Noirs doivent attendre les Blancs et dépendent de l'action des Blancs en leur faveur pour l'emporter. Toutefois, la possibilité d'une victoire des Noirs seuls ne peut être en aucun cas la justification de la carence des blancs à construire un mouvement révolutionnaire parmi les Blancs...

Il est nécessaire de battre en brèche deux tendances racistes :

- 1° Les Noirs ne peuvent aller de l'avant dans l'accomplissement de la révolution ;
- 2° Les Noirs doivent aller seuls de l'avant.

La seule troisième voie possible consiste à construire un mouvement blanc qui soutiendra les Noirs et progressera aussi vite qu'ils peuvent et doivent le faire, afin que les révolutionnaires blancs assument leur part des frais et ne laissent pas les Noirs tout faire seuls. Tout Blanc qui ne suit pas cette troisième voie suit objectivement l'une des deux autres (si ce n'est les deux en même temps) et est objectivement raciste.

V. — La révolution anti-impérialiste et le Front uni

Lorsque l'impérialisme sera battu aux États-Unis mêmes, il sera remplacé par le socialisme — et par rien d'autre. Une seule révolution, un seul processus de remplacement, une seule prise du pouvoir d'État — la révolution anti-impérialiste et la révolution socialiste, une seule et même étape. Parler de ces deux processus comme s'il s'agissait de deux étapes séparées... est aussi stupide que d'imaginer que Marx aurait pu parler de la révolution prolétarienne comme d'une révolution en deux étapes — la première pour renverser le pouvoir d'État capitaliste et la seconde pour mettre en place le pouvoir d'État socialiste.

De même qu'il n'y a pas deux étapes, il n'y a pas de front uni possible avec la petite bourgeoisie, parce que ses intérêts de classe ne la poussent pas à remplacer l'impérialisme par le socialisme. En ce qui concerne le peuple de notre pays, la tâche de la guerre internationale contre l'impérialisme est la même que celle de la révolution socialiste : le renversement du pouvoir. Dans notre pays, il n'y a pas la possibilité d'un « front uni » pour le socialisme.

Un des motifs qui inspirent ceux qui tiennent à l'idée de « front uni », est la peur de nous interdire, en parlant d'une révolution socialiste en une seule étape, l'organisation du maximum possible de points d'appui dans le peuple — dans la petite bourgeoisie par exemple qui peut combattre l'impérialisme sur des points particuliers, mais qui n'est pas favorable à la révolution. Quand les intérêts de la petite bourgeoisie la poussent à combattre l'impérialisme sur des points particuliers, sans viser à son renversement et à son remplacement par le socialisme, cette masse contribue quand même, par là même, à la révolution — et non à l'instauration de quelque régime qui ne serait ni l'impérialisme, ni le socialisme. Quiconque n'est pas pour la révolution n'est pas non plus pour une véritable défaite de l'impérialisme — mais nous pouvons et nous devons cependant en faire notre allié pour des actions déterminées. Mais il ne s'agit pas là d'un « front uni » (et nous ne devons pas avoir à l'égard de ces éléments une quelconque politique de « front uni » en dehors de notre propre orientation) car la position de classe de ces gens ne les amène pas à s'opposer à l'impérialisme en tant que système...

VI. — Le mouvement révolutionnaire de la jeunesse : analyse de classe

Le programme du mouvement révolutionnaire de la jeunesse a été salué comme une stratégie de transition, qui expliquait beaucoup de notre passé et indiquait de nouvelles perspectives au mouvement. Mais transition vers quoi ? Quelle était notre stratégie globale ? La stratégie du mouvement de jeunesse n'avait-elle qu'une simple valeur organisationnelle parce que le S.D.S. est lui-même une organisation de jeunes qui peut mieux agir avec d'autres jeunes ?

Nous avons souligné la nature d'avant-garde de la lutte des Noirs de ce pays, partie de la lutte internationale contre l'impérialisme américain. Nous avons indiqué aussi que rien n'était possible sans une stratégie internationale orientée vers la victoire. Toute tentative de mettre en forme une stratégie qui, en dépit de la rhétorique internationaliste qui l'accompagne, fixe une perspective purement nationale au développement des luttes de classes dans notre pays, est incorrecte. Les Vietnamiens (et les Uruguayens et les Rhodésiens), les Noirs et les peuples du tiers monde qui vivent dans ce pays continueront à déterminer les termes de la lutte de classes en Amérique. Dans ce contexte, pourquoi mettre l'accent sur la jeunesse ? Pourquoi les jeunes seraient-ils désireux de combattre aux côtés des peuples du tiers monde ? Avant de traiter ce problème, cependant, nous esquisserons rapidement un tableau des catégories de classes de la patrie blanche que nous jugeons les plus importantes, en indiquant les intérêts respectifs de chacune de ces classes (et en gardant à l'esprit que la possibilité pour les diverses couches de comprendre et de mener la lutte révolutionnaire est beaucoup plus vaste que leurs simples intérêts réels de classe).

La grande majorité de la population appartient à la classe ouvrière. Nous ne désignons pas seulement par-là les travailleurs industriels productifs, ni ceux qui travaillent effectivement, mais toute la fraction de la population qui ne possède pas les moyens de production et vit, de ce fait, de la vente de sa force de travail.

Globalement, les intérêts à long terme des fractions non coloniales de la classe ouvrière vont dans le sens du renversement de l'impérialisme par le soutien à l'autodétermination des nations

opprimées (y compris la colonie noire), par le combat pour le socialisme international. Cependant, la classe ouvrière blanche, dans sa quasi-totalité, bénéficie aussi de privilèges à court terme accordés par l'impérialisme ; il ne s'agit pas de faux, mais de très authentiques privilèges qui lui donnent des intérêts établis et la relient à l'impérialisme, surtout lorsque celui-ci est dans une phase de prospérité. D'autre part, dans la mesure où l'impérialisme est en train de perdre son empire, ces privilèges à court terme sont tenus pour temporaires (même s'ils deviennent relativement plus grands avec l'accroissement rapide de la misère des peuples opprimés). Les intérêts à long terme qu'a la classe ouvrière à se placer aux côtés des peuples opprimés sont perçus plus clairement à la lumière de la défaite imminente de l'impérialisme. Au sein de la classe ouvrière, l'équilibre entre les intérêts de classe anti-impérialistes et les privilèges à court terme accordés par la métropole varie beaucoup.

Tout d'abord, les couches les plus opprimées de la classe ouvrière de la métropole ont des intérêts plus clairement et plus fortement anti-impérialistes. Quelles sont ces couches les plus opprimées ? Les millions de Blancs qui vivent dans des conditions d'oppression matérielle comparables, ou presque, à celles des Noirs : plus particulièrement, les travailleurs pauvres du Sud, les chômeurs ou semi-chômeurs, ou ceux qui ont de longues journées de travail pour de bas salaires, dans de mauvaises conditions de travail et qui ne sont pas syndiqués ou ont des syndicats faibles. En poursuivant, on trouve une part importante des ouvriers syndiqués dont la situation est un peu meilleure mais qui sont lourdement opprimés et exploités. Cette catégorie est très vaste ; on n'y trouve pas seulement des travailleurs affectés à la production et aux services, mais aussi certaines secrétaires, certains employés. La plupart de ces catégories tirent quelques privilèges relatifs (autrement dit des bénéfices) de l'impérialisme, ce qui donne une base matérielle à d'éventuelles réactions racistes ou pro-impérialistes ; mais elles sont, par-dessus tout, directement et lourdement opprimées, si bien qu'en plus de leurs intérêts à long terme qui les rangent du côté des peuples du monde, leur situation actuelle constitue une base sérieuse pour aviver leur lutte contre l'État et leur combat pour la révolution.

En second lieu, on trouve les couches supérieures de la classe ouvrière. Il s'agit là aussi d'une catégorie extrêmement vaste, qui comprend les couches supérieures des travailleurs qualifiés, membres des syndicats et aussi l'essentiel de la « nouvelle classe ouvrière », faite des « travailleurs intellectuels » prolétarisés ou semi-prolétarisés. Il n'y a pas de claire ligne de démarcation entre cette catégorie et la précédente ; et, en tout état de cause, nous devons tirer nos conclusions, à propos des couches « problématiques », d'une analyse plus approfondie de situations particulières. Les intérêts à long terme de la couche supérieure de la classe ouvrière sont, de même que ceux des couches plus opprimées dont nous avons parlé précédemment, en faveur de la révolution, contre l'impérialisme. Cependant, elle a pour caractéristique d'avoir atteint un niveau de privilèges plus élevé que les colonies opprimées, Noirs y compris, et que les ouvriers les plus exploités de la métropole. Il existe donc chez elle une base matérielle solide pour le racisme et le loyalisme à l'égard du système. Dans une situation révolutionnaire, lorsque les forces populaires seront sur l'offensive et que la classe dominante sera clairement sur le point de perdre, la majorité de cette couche supérieure de la classe ouvrière pourra être gagnée à la révolution ; tandis que quelques éléments au moins identifieront probablement jusqu'au bout leurs intérêts à ceux de l'impérialisme et s'opposeront à la révolution (leur comportement ne sera pas strictement déterminé par le niveau de privilège qu'ils ont atteint). Le développement ultérieur de la situation clarifiera le choix de cette fraction de la classe ouvrière, mais il doit être clair aussi que, quelle que soit la voie qu'ils adoptent, nous ne mettons pas l'accent, à l'heure actuelle, sur les combats de cette couche. L'exception ne sera faite que lorsque ces travailleurs auront, dans des conditions données, de l'importance pour la lutte

de libération des Noirs, le tiers monde ou le mouvement de jeunesse, ce qui est le cas, par exemple, des enseignants, des techniciens hospitaliers, etc. Nous devons alors travailler particulièrement dur pour les organiser sur une ligne de soutien intégral à la révolution noire et à la révolution internationale contre l'impérialisme. Ces remarques sont décisives parce que les privilèges de cette fraction de la classe ouvrière ont fourni et fourniront une base matérielle solide pour l'idéologie social-démocrate et nationale-chauvine à l'intérieur du mouvement, sous la forme de concepts anti-internationalistes tels que « pouvoir étudiant » ou « contrôle ouvrier ». Pour comprendre la nature des intérêts de cette couche, il faut tenir compte d'un autre facteur à cause de la façon dont elle s'est développée et s'est qualifiée, les différences entre travailleurs jeunes et plus âgés sont, à l'intérieur de cette couche, plus grandes que dans n'importe quelle autre catégorie de la population.

En troisième position viennent les « couches moyennes » qui n'appartiennent pas à la petite bourgeoisie, qui peuvent même faire éventuellement partie des niveaux supérieurs de la classe ouvrière mais qui sont à un tel point privilégiées et liées étroitement à l'impérialisme par la nature de leur emploi qu'elles en deviennent les agents. Cette couche comprend le personnel de direction, les corps des avocats, les hauts fonctionnaires civils et autres agents du gouvernement, les officiers, etc. Comme le type de métier qu'ils exercent exige et détermine une identification étroite avec les intérêts de la classe dominante, ces couches sont les ennemis de la révolution.

En quatrième lieu, on trouve, dernière catégorie que nous allons aborder, la petite bourgeoisie. Cette classe diffère des couches moyennes que nous venons de décrire dans la mesure où elle a un intérêt de classe particulier qui la fait s'opposer au pouvoir des monopoles aussi bien qu'au socialisme. La petite bourgeoisie est composée par le petit capital — de l'industrie comme de la terre — les commerçants autonomes et les professions libérales (parmi celles-ci, nombreux sont ceux qui travaillent pour le capitalisme de monopole et font donc partie soit des couches supérieures de la classe ouvrière, soit de la catégorie des agents de l'impérialisme). Le contenu de ses intérêts spécifiques de classe (contre le capitalisme de monopole mais pour le capitalisme plutôt que pour le socialisme) lui confère un certain caractère d'opposition au « gouvernement des gros », avec ses impôts et ses dépenses croissantes, et l'extension totalitaire de son contrôle à tous les aspects de la vie, et aux « dirigeants ouvriers » qui sont, à l'heure actuelle, intégrés aux structures du pouvoir des monopoles. La direction que prend cette opposition peut être réactionnaire ou réformiste. Aujourd'hui, l'aspect réformiste est très atténué car l'indépendance de la petite bourgeoisie est sapée à la base. A une vitesse croissante, les petites affaires deviennent des succursales des grandes, tandis que les commerçants autonomes et les professions libérales vendent de moins en moins leur qualification au prix qu'elle mérite et deviennent des employés réguliers des grandes sociétés. Cette évolution tendancielle ne signifie pas que la variante réformiste a disparu de la petite bourgeoisie : elle est encore vivante et diverses possibilités existent où, par exemple pour le retrait d'une guerre impérialiste perdue, nous pourrions avoir son soutien. Mais si l'on considère l'impérialisme en tant que système, les intérêts de classe de la petite bourgeoisie sont plutôt favorables à son maintien qu'à son renversement et seuls des déserteurs de cette classe resteront à nos côtés.

VII. Pourquoi un mouvement révolutionnaire de la jeunesse ?

Selon les termes de l'analyse qui précède, la plupart des jeunes Américains font partie de la classe ouvrière. Bien qu'ils n'aient pas encore de profession, les jeunes dont les parents vendent leur force de travail en échange d'un salaire et, bien plus, qui s'attendent eux aussi à la même destinée — ou à entrer dans l'armée, ou à rester chômeurs — sont, à coup sûr, membres de la classe ouvrière. La plupart des jeunes savent très bien à quelle classe ils appartiennent, même si leur vision du problème n'est pas très scientifique. Aussi notre analyse a-t-elle pour prémisse initiale que les luttes

des jeunes sont en général des luttes ouvrières. Mais pourquoi mettre l'accent maintenant sur les luttes de la jeunesse ouvrière plutôt que sur celles de la classe ouvrière dans son ensemble ?

En règle générale, les jeunes sont moins implantés dans la société (pas de famille, moins de dettes, etc.), sont plus ouverts aux idées nouvelles (ils n'ont pas fait l'objet de lavages de cerveaux depuis aussi longtemps et avec la même efficacité que les adultes) ; ils sont donc mieux à même et plus désireux de s'engager dans une orientation révolutionnaire. Aux États-Unis, très particulièrement, les jeunes ont grandi en faisant l'expérience de la crise de l'impérialisme. Ils ont grandi en même temps que se développait le mouvement de libération des Noirs, que se déroulaient en Afrique les combats pour l'indépendance, que Cuba se libérait et que s'étendait la guerre du Vietnam. Les gens plus âgés ont grandi pendant la bataille contre le fascisme, pendant la guerre froide, l'écrasement des syndicats, McCarthy, pendant aussi la période où les salaires réels croissaient de façon appréciable — depuis 1965, le revenu réel disponible a légèrement décliné, dans les zones urbaines en particulier où l'inflation et l'augmentation des impôts sont venues amoindrir sérieusement les salaires. Cette crise de l'impérialisme affecte tous les secteurs de la société. L'Amérique a dû se militariser pour protéger et étendre son empire — d'où le grand nombre d'appelés — aboutissant à l'instauration d'une armée permanente de trois millions et demi d'hommes, qui ont été incapables de l'emporter au Vietnam. Par la suite, les énormes dépenses militaires — nécessaires à la fois à la défense de l'empire et à l'accroissement des profits des industries qui travaillent pour la défense nationale — ont été de pair avec la crise urbaine dans les domaines de la sécurité sociale, des hôpitaux, des écoles, du logement, de la pollution de l'air et de l'eau. L'État ne peut faire face aux tâches dont il a été obligé de prendre la responsabilité, et il a besoin d'impôts nouveaux pour payer sa dette croissante, tout en étant contraint de restreindre les services publics et d'utiliser les flics pour réprimer toute protestation. Le secteur privé de l'économie ne peut fournir d'emplois, en particulier d'emplois non qualifiés. L'extension, depuis la Seconde Guerre mondiale, des industries de la défense nationale et de l'éducation sous l'initiative de l'État est, partiellement, une tentative de rattraper le retard, encore que l'impossibilité d'assurer des salaires décentes et de bonnes conditions de travail dans les emplois « publics » pose de plus en plus de problèmes.

Dans la mesure où l'impérialisme lutte pour maintenir la cohésion de son édifice pourrissant, il ne peut que recourir à la force brutale et aux idéologies autoritaristes. Le peuple, et particulièrement les jeunes, se trouvent de plus en plus enserrés par les institutions autoritaristes. La révolte contre les flics ou les enseignants, les flics de l'assistance sociale ou de l'armée peut être généralisée et acquiert une portée qui dépasse les institutions répressives particulières qui la font naître pour prendre la forme d'une révolte contre la société et l'État dans leur totalité. La légitimité de l'État est remise en question pour la première fois depuis trente ans et l'anti-autoritarisme qui caractérise la rébellion des jeunes se transforme en rejet de l'État, en refus de se laisser intégrer dans la société américaine. Les jeunes avaient l'habitude de tenter de vaincre le système, de l'intérieur de l'armée, de l'intérieur des écoles ; désormais, ils désertent l'armée et brûlent les écoles... Nous rejetons toute la merde élitaine et technocratique qui nous enseigne que seuls les experts peuvent gouverner et nous cherchons plutôt dans la guerre populaire des Vietnamiens des modèles de direction.

L'effondrement de la culture bourgeoise et l'anti-autoritarisme qui s'est développé en parallèle sont alimentés par la crise de l'impérialisme ; mais, à leur tour, ils alimentent cette crise, l'exacerbent à un tel point que les gens ne se bornent plus à souhaiter le retour des saines années 50, lorgnent vers une nouvelle perspective (comme à l'intérieur des immeubles de Columbia) et se

mettent à lutter pour sa réalisation. Nous n'avons pas besoin que les professeurs soient des flics plus aimables ; nous voulons écraser les flics et bâtir une nouvelle vie.

Les contradictions de l'impérialisme pourrissant frappent la jeunesse avec une dureté particulière, dans quatre domaines : l'enseignement, le métier, la conscription et l'armée, les flics et la justice.

- a) Dans les écoles-prisons, les jeunes sont bourrés d'une bouillie de mensonges racistes, chauvins, anticomunistes et anti-ouvriers, tandis qu'on les oriente vers des métiers et des carrières qui répondent aux besoins prioritaires du capitalisme de monopole. En même temps, l'État s'avère de plus en plus incapable de fournir assez d'argent pour permettre aux écoles de fonctionner convenablement.
- b) Le chômage des jeunes est trois fois supérieur à la moyenne nationale du chômage. Dans la mesure où un nombre croissant d'emplois est menacé par l'automatisation et la faillite des industries spécialisées, les syndicats agissent pour garantir l'emploi de ceux qui en possèdent déjà un. Les nouveaux arrivés sur le marché du travail ne peuvent trouver du travail, la stabilité de l'emploi est sapée à la base (l'accroissement des cadences et la détérioration croissante des conditions de sécurité du travail vont dans le même sens) ; il y a de moins en moins de gens qui travaillent quarante ans dans la même maison. Et, bien sûr, lorsqu'ils trouvent des emplois, les jeunes se voient attribuer les pires, avec le taux d'ancienneté le plus bas.
- c) Il y a maintenant deux millions et demi de soldats de moins de trente ans qui sont forcés de faire la police dans le monde, de tuer ou d'être tués dans des guerres pour la domination de l'impérialisme.
- d) Et, comme un « problème de la jeunesse » naît de tout cela, les flics et les tribunaux renforcent le couvre-feu, mettent en place la surveillance, tiennent les gens à l'écart des rues et répriment la moindre initiative des jeunes.

Ce qu'il faut retenir de tout cela n'est pas que la vie en Amérique est plus rude pour les jeunes ou qu'ils sont les plus opprimés. C'est plutôt que les jeunes sont directement — et sévèrement — atteints par l'impérialisme... Celui-ci atteint avec un maximum de dureté la jeunesse des couches les plus opprimées (les moins privilégiées) de la classe ouvrière. Il est clair que ces jeunes ont les plus grandes raisons matérielles de se battre. Ce sont eux qui sont le plus souvent appelés dans l'armée, qui se voient attribuer les pires emplois, lorsqu'ils en trouvent, qui sont les plus maltraités par les diverses institutions sociales, de l'armée aux écoles décadentes, aux flics et aux tribunaux. Et leur existence quotidienne montre chez eux un grand potentiel de militantisme. De tous ceux que nous pouvons contacter à l'étape actuelle, ils sont les plus disponibles à s'engager dans une activité révolutionnaire militante.

L'essentiel de la stratégie du mouvement révolutionnaire de la jeunesse consiste à passer d'une base recrutée prioritairement dans l'élite étudiante à la jeunesse ouvrière la plus opprimée (la moins privilégiée) pour approfondir et élargir le mouvement révolutionnaire de la jeunesse — sans rien abandonner de ce que nous avons acquis, sans abandonner notre vieille voiture pour une nouvelle Dodge. Cette démarche s'intègre dans une stratégie de conquête de l'ensemble de la classe ouvrière. Mais on ne doit pas en déduire qu'il se trouvera un moment magique où, ayant conquis un certain pourcentage de la classe ouvrière, nous nous transformerons d'un coup en mouvement ouvrier. Nous sommes déjà un mouvement ouvrier dans la mesure où nous promovons une politique internationaliste. Nous n'avons pas non plus à attendre un tel moment pour devenir une force

révolutionnaire. Nous devons constituer, dès le départ, une force révolutionnaire et non un mouvement qui fasse allégeance à une quelconque troupe mystique — le peuple — qui doit faire la révolution. Nous devons être un mouvement révolutionnaire populaire qui comprend la nécessité de toucher plus le peuple, la classe ouvrière tout entière pour faire la révolution...

VIII. — Le problème fondamental, c'est l'impérialisme

Nous nous trouvons dans une situation où tous les gens qui devraient sympathiser avec la révolution, qui le font même, ne comprennent pas quelles tâches spécifiques sont impliquées par la révolution ; aussi bien ne participent-ils pas à ces tâches. À tout prendre, les gens ne se mettent pas à la révolution parce que les révolutionnaires le leur disent. L'oppression par le système affecte les gens dans des domaines particuliers et le développement de la conscience politique et de la participation aux luttes s'opère à partir de problèmes particuliers qui se transforment en problèmes majeurs et en luttes. Nous devons transformer les problèmes quotidiens du peuple, et les problèmes majeurs et les luttes qui en découlent, en conscience révolutionnaire, en opposition active et consciente au racisme et à l'impérialisme.

Cette perspective s'oppose directement à l'affirmation selon laquelle les luttes sur des problèmes particuliers mèneront naturellement, en leur temps, à la lutte anti-impérialiste. On a prétendu que puisque l'oppression du peuple est due à l'impérialisme et au racisme, toute lutte contre l'oppression immédiate est « objectivement anti-impérialiste », la lutte contre l'impérialisme se déroulant dès lors sous la forme d'une succession de combats pour des réformes. Cette erreur est celle de l'économisme classique.

Une variante de cette argumentation admet que cette position est souvent fautive mais suggère que, puisque nous sommes à l'époque de l'effondrement de l'impérialisme, le combat pour les réformes devient « objectivement anti-impérialiste ». Il est évident qu'à cette étape de l'impérialisme, il y aura de plus en plus de luttes pour l'amélioration des conditions matérielles d'existence mais rien ne garantit qu'elles contribueront à l'approfondissement de la conscience internationaliste du prolétariat.

Si nous autres révolutionnaires sommes, d'une part, capables de comprendre la nécessité d'écraser l'impérialisme et de construire le socialisme, la masse du peuple que nous voulons voir combattre à nos côtés en est tout aussi capable. Mais, d'autre part, le peuple est soumis à un lavage de cerveau permanent et, à l'heure actuelle, ne comprend pas ces nécessités. Si l'on ne soulève pas le problème de la révolution en chaque occasion, comment s'attendre à ce que le peuple voie ses intérêts et se charge du fardeau de la révolution ? Nous devons établir clairement dès le départ que nous sommes pour la révolution. Mais si nous prenons tant de peine pour éviter le danger de réformisme, comment nous rattacher aux luttes pour des réformes déterminées ?...

En chaque occasion, notre but est de faire progresser la conscience anti-impérialiste et antiraciste et de relier les luttes de la jeunesse ouvrière (et du peuple travailleur) aux luttes du tiers monde, plutôt que de nous borner à participer à des combats pour l'amélioration des conditions matérielles, aussi évidemment justifiées que soient ces combats. Cela ne signifie pas que nous ne prenons pas au sérieux ces combats et que nous ne nous y battons pas avec acharnement, mais que nous y mettons toujours en avant notre politique, en sachant que dans le déroulement de la lutte, les gens sont ouverts à une ligne de classe et prêts à dépasser les limites étroites de leur intérêt particulier.

C'est pour cela que nous démontrons que le problème particulier n'est pas le vrai problème, qu'il n'a d'importance que dans la mesure où il démontre que l'impérialisme est l'ennemi qu'il faut détruire. L'impérialisme est en toutes circonstances le problème principal.

* * *

Les masses lutteront pour le socialisme lorsqu'elles comprendront que le combat pour des réformes, pour des améliorations de leur situation matérielle ne peut aboutir sous l'impérialisme. Conscients de cela, les révolutionnaires ne doivent jamais proposer de ligne qui renforce l'illusion selon laquelle l'impérialisme peut accorder des réformes significatives. Nous devons participer aux luttes carrément comme des révolutionnaires de façon qu'il soit clair pour tous ceux que nous aidons à gagner que c'est la révolution et non l'impérialisme qui est responsable de leur victoire. Là réside un des points forts du programme des Panthères Noires : « des petits déjeuners pour les enfants ». Il s'agit là de « socialisme mis en pratique » par des révolutionnaires avec une « pratique » d'auto-défense armée et une « ligne » qui met l'accent sur la nécessité de renverser l'impérialisme et de s'emparer du pouvoir d'État. Sans doute, l'American Friends Service Committee a-t-il distribué plus de petits déjeuners aux enfants, mais c'est la valeur symbolique du programme — démonstration de ce que le socialisme fera pour le peuple — qui le rend digne d'intérêt.

Que signifie organiser des luttes spécifiques à propos du racisme et de l'impérialisme ? Dans les écoles supérieures et les collèges, cela signifie mettre en avant une ligne de masse tendant à la fermeture des écoles plutôt qu'à leur réforme pour les mettre au service du peuple. La raison n'en est pas que, sous le capitalisme, l'école ne peut servir le peuple et qu'il est donc stupide ou illusoire de formuler de telles demandes. Le fait important est plutôt que les jeunes sont prêts à une lutte militante au niveau le plus élevé, qu'ils font déjà preuve d'une conscience anti-impérialiste, si bien que des luttes pour une école au service du peuple n'élèverait pas le niveau de leur combat au plus haut point possible...

Une ligne de masse pour la fermeture des écoles et des collèges n'entre pas en contradiction avec l'exigence de la libre admission ou toute autre bonne revendication de réforme. L'agitation autour de revendications impossibles, mais raisonnables est un bon moyen de faire ressortir la nécessité de la révolution. L'exigence de la libre admission, en fixant une « alternative » au système scolaire actuel, dénonce sa nature essentielle (raciste, fermée sur une base de classe) tout en indiquant la seule possibilité dans la situation actuelle « Fermez les écoles »...

* * *

L'expansion de comités noirs dans les usines et autres lieux de travail dans tout le pays correspond à une extension de la lutte de libération des Noirs. Ces groupes ont soulevé et continueront à soulever devant les travailleurs blancs le problème de l'anti-racisme de façon plus aiguë qu'aucun Blanc ne l'a jamais fait et ne le fera jamais. Les Noirs, en menant des luttes contre le racisme, ont rendu le problème impossible à ignorer, de même que la direction du mouvement étudiant noir l'a rendu inévitable aux étudiants blancs. De plus, ces groupes noirs ont mené des luttes que les directions syndicales traditionnelles refusaient avec persévérance de conduire (lutte contre les cadences et pour la sécurité du travail — tous problèmes qui ont pris une gravité croissante ces dernières années) ; ils ont ainsi forcé les travailleurs blancs, les plus opprimés en particulier, à choisir entre la fidélité à la méthode blanche et la direction noire. En notre qualité de révolutionnaires de la métropole blanche, nous devons faire notre possible pour être présents dans les usines, les hôpitaux et les entreprises où il y a des comités noirs, peut-être pour y organiser des groupes de solidarité, à coup sûr pour y souligner devant les Blancs l'importance de la lutte de

libération des Noirs, pour y distribuer les publications de la campagne « Libérez Huey » (Newton), pour amener des gens aux rassemblements des Panthères, etc. Un seul Blanc peut jouer un rôle décisif pour faire pièce aux dispositions anti-insurrectionnelles de l'U.A.W. (syndicat de l'automobile).

Nous devons aussi nous relier aux lieux de travail où il n'y a pas d'activité noire, mais où il y a encore beaucoup de jeunes travailleurs blancs. Dans les usines, la crise de l'impérialisme se manifeste à propos des cadences, de la sécurité et des réductions de salaires — dues à l'accroissement des impôts et au développement de l'inflation — avec la possibilité de voir s'instituer un mécanisme de contrôle sur les salaires et les prix.

Le S.D.S. ne s'est pas occupé convenablement de la question des femmes. La résolution adoptée à Ann Arbor n'a guère eu d'effet pratique, pas plus que ne fut donnée au besoin de combattre la suprématie masculine la moindre orientation programmatique au sein du R.Y.M...

Pour parvenir à une attitude mieux en rapport avec le développement du mouvement des femmes, les femmes du S.D.S. doivent comprendre que leur responsabilité primordiale est d'organiser des femmes conscientes. Nous n'y parviendrons pas à moins de leur parler directement de leur propre oppression. Cela deviendra de plus en plus décisif au fur et à mesure que nous travaillerons avec un nombre croissant de femmes opprimées. Les femmes qui travaillent aussi bien que les femmes qui ont une famille doivent faire face continuellement, dans leur vie quotidienne, à la suprématie masculine ; c'est de là qu'il faut faire partir leur politisation. Les femmes ne pourront jamais tenir un rôle pleinement révolutionnaire si elles ne rompent pas avec leur condition de femmes. Aussi est-ce une tâche cruciale pour les révolutionnaires que de créer des formes d'organisation au sein desquelles les femmes seront en mesure d'exercer un nouveau rôle, indépendant. Les groupes féminins d'auto-défense seront un pas vers ces formes d'organisation, dans la mesure où ils représentent un effort pour surmonter l'isolement des femmes et créer chez elles la confiance en soi.

* * *

Un fort mouvement révolutionnaire des femmes doit exister, car sans lui il sera impossible à l'émancipation des femmes de devenir un élément important de la révolution. Les révolutionnaires doivent être formés à la compréhension de l'extrême degré d'exploitation des femmes et de la nécessité de détruire la suprématie masculine.

IX. — Le mouvement de jeunesse doit à la fois être à l'échelle des villes et se baser sur les quartiers

Le seul moyen de rendre claires à la fois la nature du système et les luttes particulières que nous avons pour tâche d'accomplir est de les lier les unes à l'autre : montrer que nous sommes un mouvement « multidimensionnel » et non une alliance d'étudiants et d'élèves des collèges, ni d'étudiants et de soldats, ni de jeunes et d'ouvriers, ni d'étudiants et de membres de la communauté noire. On y parviendra en construisant des mouvements organisés à l'échelle de la ville, de la sous-région et de la région, en amenant régulièrement les gens d'une institution ou d'un secteur à participer à des combats qui se déroulent sur d'autres fronts.

Ce travail doit s'exercer à deux niveaux. Dans un quartier ou une localité, en amenant les jeunes à participer à divers combats, que nous relient les uns aux autres (grandes écoles, collèges, logement, affaires sociales, entreprises, etc.), nous commençons à construire, à l'échelle du quartier, un mouvement multidimensionnel. En dehors des actions et des manifestations, nous faisons se

mêler des gens différents dans des activités quotidiennes : projections de films, rassemblements, groupes d'études, écoles d'orateur, etc. Au second niveau, nous combinons les « bases » de quartier en un mouvement à l'échelle de la ville ou de la région, avec le même genre d'activité, en concentrant nos forces sur toute lutte en cours d'une certaine importance et en établissant des relations réciproques sans cesse plus développées entre toutes ces luttes.

X. — R.Y.M. et les flics

Un problème central dans notre travail de quartier et de ville est le problème des flics, car ils désignent aux diverses luttes l'État comme ennemi, et soulignent ainsi la nécessité d'un mouvement combattant pour la défaite du pouvoir.

Les flics sont l'État capitaliste et, à ce titre, ils tracent les frontières de toutes les luttes politiques à un tel point que lorsqu'une lutte révolutionnaire montre des signes de succès, ils arrivent et marquent la limite à ne pas dépasser. Au cours de la première étape de la lutte, ils laissent les parents s'occuper des jeunes des écoles supérieures. Quand il y a escalade de la lutte, les flics débarquent ; à Columbia, la gauche avait peur que sa lutte ne soit détournée vers les brutalités contre la police et la lutte pour chasser les flics des campus ; ils disaient que les flics n'étaient pas le vrai problème. Mais les flics sont le vrai problème et le peuple le comprendra d'une façon ou de l'autre.

Même lorsqu'il n'y a pas de lutte politique organisée, les flics tombent sur les gens dans la vie quotidienne, dans la mesure où ils font respecter les rapports de propriété capitalistes, les lois bourgeoises et la moralité bourgeoise ; dans la mesure où ils montent la garde autour des magasins, des entreprises et des riches et font respecter le crédit et les loyers aux dépens des pauvres. L'écrasante majorité des arrestations est due, en Amérique, à des atteintes à la propriété. Les flics tomberont sur le dos des jeunes avec lesquels nous travaillons dans les écoles, dans les rues — sous prétexte de drogue. Nous aurons à les placer sous nos projecteurs, à les dénoncer tout le temps, comme le font les Panthères. Nous aurons à relier l'oppression quotidienne par les flics à leur rôle dans la répression politique et à développer, parmi les jeunes avec lesquels nous travaillons, une compréhension de classe de ce que sont le pouvoir et les forces armées.

Dans les écoles, le flic fait partie intégrante de la répression quotidienne : il maintient l'ordre dans les préaux et les cantines, empêche de fumer tout en empêchant les jeunes de distribuer des tracts et en expulsant « les agitateurs de l'extérieur ». La présence de jeunes, ou de jeunes à longs cheveux, est tenue pour une activité politique organisée et les flics réagissent en conséquence. De plus en plus, les activités quotidiennes représentent une menace politique ; du coup, les flics apparaissent soudain au premier plan. En retour, cela détermine l'opposition et l'organisation politiques et ainsi de suite. Notre tâche sera de catalyser ce processus, de pousser à bout les conflits avec les flics, de façon à ce que chaque lutte [...] apparaisse comme une lutte contre les exigences du capitalisme et la puissance de l'État.

Les flics ne représentent pas le pouvoir d'État dans l'abstrait ; ils sont un pouvoir que nous aurons à vaincre au cours de la lutte, à moins de perdre notre raison d'être, de devenir des révisionnistes ou des cadavres. Nous devons nous préparer convenablement à faire face à ce pouvoir car c'est notre devoir que de battre les flics et l'armée et de nous organiser en conséquence. A nos débuts, il nous faudra mettre l'accent sur l'auto-défense — organisation de groupes de protection à partir de cours de karaté, apprentissage des moyens de se déplacer dans la rue et dans tout le quartier, éducation médicale, propagande en faveur de l'auto-défense armée, vers laquelle il faudra

tendre (selon les besoins), en faisant honneur à ce principe que nous devons mettre en avant : « Le pouvoir est au bout du fusil. » Ces groupes d'auto-défense mettront en place des patrouilles de surveillance de la police, des visites aux postes de police et aux tribunaux quand quelqu'un sera coffré, etc.

* * *

Ainsi les flics sont-ils, en dernière analyse, la glu — la nécessité qui maintient l'unité des mouvements de quartier et de ville. Toutes les nécessités concrètes de notre action nous mènent à mettre au premier plan le problème central qu'est le problème de la police :

1. en amenant les luttes pour des réformes institutionnelles à affronter le pouvoir d'État, en poussant chaque lutte soit jusqu'à la victoire soit jusqu'à l'intervention des flics ;
2. en utilisant l'interrelation existant entre les combats à l'échelle d'une ville pour hausser le niveau de la lutte et approfondir la conscience du pouvoir dans les mouvements anti-flics d'une grande ampleur ;
3. en transformant la conscience spontanée anti-flic de nos quartiers en une compréhension de ce que sont l'impérialisme, la lutte de classes et l'État ;
4. en utilisant le mouvement à l'échelle de la ville comme une plate-forme pour le renforcement et l'extension de ce travail de politisation — en proposant par exemple de rassembler à l'échelle de la ville un réseau, basé sur les quartiers, de groupes d'aide mutuelle pour l'auto-défense contre les flics.

XI. — Répression et révolution

Au fur et à mesure que se développeront les combats contre les institutions et l'auto-défense anti-flic qui en découle, la répression de la classe dominante ira croissant. L'escalade de sa répression continuera inmanquablement à la mesure de la menace que le mouvement représentera pour le pouvoir de la classe dominante. Notre tâche ne consiste pas à éviter ni à arrêter la répression ; on peut toujours y arriver en battant en retraite, de façon à ne plus représenter un danger qui mérite d'être écrasé. Il peut être juste d'agir ainsi, à titre de retraite tactique qui permet de survivre pour reprendre le combat

Battre la répression, toutefois, ne consiste pas à en arrêter la marche, mais à édifier le mouvement pour le rendre plus dangereux pour l'ennemi ; dans ce cas, si elle est battue dans un domaine, la répression franchira de nouveaux degrés dans son escalade. Pour parvenir à défendre le mouvement — et pas seulement nous-mêmes aux dépens du mouvement — nous aurons à faire face et à vaincre successivement ces formes de répression sans cesse accrue.

Notre victoire amènera nécessairement, du fait de l'échec des tentatives les moins poussées de l'impérialisme, une phase de répression militaire totale. Pour survivre et nous renforcer face à cette répression, nous aurons besoin d'un peu plus qu'une base élargie de sympathisants ; nous aurons besoin de la force invincible que représente une base de masse à un haut niveau de conscience et d'activité, et qui ne peut naître que de la mobilisation consciente de la créativité, de la volonté et de la détermination du peuple.

Chaque escalade nouvelle de la lutte en réponse aux formes accentuées de la répression, chaque lutte prolongée pour l'auto-défense qui donne naissance à une force de combat matérialisée est partie intégrante de la stratégie internationale de solidarité avec le Vietnam et les Noirs — par la création de nouveaux fronts. Ces luttes sont contre la guerre, contre l'impérialisme, pour la

libération des Noirs. Si elles amènent à combattre l'ennemi, elles sont dès lors partie intégrante de la révolution.

Par conséquent, il est clair que l'organisation et la base de masse, active et consciente de ses actes, qui sont nécessaires pour survivre à la répression sont celles-là mêmes qui sont nécessaires pour faire victorieusement la révolution...

XII. — La nécessité d'un parti révolutionnaire

Le Mouvement révolutionnaire de la Jeunesse (R.Y.M.) doit aboutir aussi à l'organisation qui est pratiquement nécessaire à notre survie et à la création d'un autre champ de bataille de la révolution. La révolution, c'est une guerre ; quand le mouvement de ce pays pourra se défendre militairement contre la répression totale, il sera partie intégrante de la guerre révolutionnaire.

Cela exigera une organisation de cadres, une clandestinité effective, la confiance mutuelle des cadres et un système complet de rapports avec le mouvement de masse. Pour remporter la guerre sur un ennemi aussi bien organisé et centralisé que l'impérialisme, il faudra une organisation (clandestine) de révolutionnaires, dotée aussi d'un « état-major général » unifié — c'est-à-dire fusionnée, dans une mesure déterminée, par la discipline, à une direction centralisée unique. Parce que la guerre est politique, les tâches politiques — la révolution communiste internationale — en déterminent l'orientation. Aussi, l'organisation centralisée des révolutionnaires doit être une organisation politique aussi bien que militaire — ce qu'on appelle couramment un parti « marxiste-léniniste ».

Comment parviendrons-nous à construire ce type d'organisation ? Il est clair que nous ne pourrions le construire aujourd'hui, car les conditions de sa naissance n'existent pas dans ce pays, en dehors de la nation noire. Quelles sont ces conditions ?

La première est que, pour avoir une organisation unifiée et centralisée, il est nécessaire d'avoir une théorie révolutionnaire commune qui explique, de façon générale au moins, quelles sont nos tâches révolutionnaires et comment nous pouvons les réaliser. Ce doit être un ensemble d'idées vérifiées et développées dans la résolution pratique des importantes contradictions de notre travail.

La seconde condition est l'existence d'une direction révolutionnaire éprouvée par la pratique. Pour avoir un parti révolutionnaire dans les conditions de l'illégalité et de la répression, il faut une direction centralisée, des individus d'un type spécial, doués du pouvoir de compréhension qui les rende capables d'unifier et de guider le mouvement face aux nouveaux problèmes, en ayant raison le plus souvent possible.

Troisièmement — et c'est là le plus important — il faut la base révolutionnaire ou (mieux) le mouvement de masse révolutionnaire que nous avons décrit plus haut. Il est évident que, sans cela, il ne peut y avoir d'expérience pratique qui permette de déterminer si une théorie ou un dirigeant possède ou non la moindre valeur. Sans activité révolutionnaire pratique à l'échelle des masses, le Parti ne peut ni vérifier ni développer des idées nouvelles, ni tirer des conclusions suffisamment sûres pour fonder sur elles sa survie. Plus particulièrement, aucun parti révolutionnaire ne peut survivre sans s'appuyer sur le soutien et la participation actifs de la masse du peuple.

Ces conditions nécessaires au développement d'un parti révolutionnaire dans ce pays sont les « conditions » principales de la victoire. Il en découle deux types de tâches pour nous.

La première est l'organisation de collectifs révolutionnaires dans le mouvement. Notre théorie doit venir de la pratique, mais elle ne peut être développée dans l'isolement. Seule une mise en commun générale de nos expériences peut aider à une compréhension minutieuse des conditions complexes existant dans ce pays. De la même façon, seul notre effort collectif vers un plan commun peut vérifier les idées que nous défendons. L'extension de collectifs marxistes-léninistes-maoïstes qui entreprendront l'évaluation concrète et la mise en pratique des leçons de notre travail n'est pas la tâche de seuls spécialistes ou dirigeants, mais la responsabilité de chaque révolutionnaire. De même qu'un collectif est nécessaire pour faire le bilan des expériences et en mettre en pratique les conclusions sur le plan local, les relations mutuelles entre groupes dans tout le pays sont nécessaires pour parvenir à une vision exacte de l'ensemble du mouvement et pour en tirer les conclusions pratiques à l'échelle de tout le pays. Avec le temps, les collectifs qui prouveront par la pratique qu'ils ont la juste compréhension de la réalité (grâce aux résultats qu'ils obtiendront) contribueront à la création d'un parti révolutionnaire unifié.

La tâche la plus importante dans notre lutte pour la révolution, le travail dans lequel doivent s'engager nos collectifs, consiste dans la création d'un mouvement révolutionnaire de masse, sans lequel un parti révolutionnaire clandestin est impossible. Un mouvement révolutionnaire de masse diffère de la traditionnelle base de « sympathisants » des révisionnistes. Il s'apparente plutôt aux Gardes rouges de Chine, basé sur la participation pleine et entière et l'engagement de la masse du peuple dans le processus pratique de la révolution. C'est un mouvement possédant la volonté pleine et entière de participer à la lutte violente et illégale. C'est un mouvement qui se situe aux antipodes de la conception élitiste selon laquelle seuls les dirigeants sont assez bien ou assez concernés pour accepter toutes les conclusions d'une position révolutionnaire. C'est un mouvement basé sur la foi dans la masse du peuple.

La tâche des collectifs est de créer un tel mouvement (le Parti ne saurait se substituer à lui ; en fait, il en dépend totalement). Nous l'accomplirons d'abord, à cette étape, parmi les jeunes, en mettant en œuvre la stratégie du Mouvement révolutionnaire de la Jeunesse soumise à la discussion dans cet article. Ce sera la pratique ainsi déterminée, et non quelque « enseignement » politique dans l'abstrait, qui déterminera la viabilité des collectifs politiques que nous formerons.

La stratégie du Mouvement révolutionnaire de la Jeunesse (R.Y.M.) — visant à se donner une base de masse active, à relier les combats dans les villes au mouvement anti-flic à l'échelle de la communauté et des villes, et à bâtir par la suite un parti révolutionnaire à partir de ces actions — s'accorde avec la stratégie mondiale pour la victoire de la révolution, construit un mouvement qui tend à la prise du pouvoir et qui deviendra une division de l'Armée internationale de Libération, tandis que ses champs de bataille s'ajouteront aux nombreux Vietnam qui démèbreront et vaincront l'impérialisme américain.

Vive la victoire de la guerre du peuple !